



Réunion du Groupe de Travail Biodiversité aquatique et Solutions fondées sur la Nature 20/05/2022

PROJET DE COMPTE-RENDU

Présents :

Olivier Gilard, Marie-Cécile Grisard, Bernard Vincent, Anna Serra-Llobet, Joanna Guerrin, Alexandre Alix, Vincent Castagnet, Marius Tisné, Camille Larminay, Patrick Laigneau, Marie-Hélène Aubert, Andréa Ferret

Ordre du jour

Plan d'action et perspectives du GT Biodiversité et SfN sur la période 2022-2024

Renouvellement des instances à l'AG du PFE le 10 juin

Sujets divers

Renouvellement des instances à l'AG du PFE le 10 juin

CA et Président du PFE, mais aussi la Présidence des GT. MHA est candidate à la Présidence du PFE à la succession de Jean Launay, ce qui suppose aussi qu'elle quitte la présidence du GT Biodiversité et SFN. Les candidatures sont ouvertes à tous les membres du GT. L'idée a été avancée d'avoir deux "co-présidents" par groupe de travail afin d'alléger la charge de travail et d'avoir une combinaison de deux profils différents. L'élection des Présidents de GT est un processus différent de l'élection du CA et de son Président, qui est décalé et se déroulera après l'AG.

Du changement s'annonce aussi dans le Secrétariat du PFE, avec l'arrivée en avril de Paulina Lopez, adjointe à la Directrice et chargée de mission Eau et ODD, et le départ d'Alexandre Alix, chargé de mission Eau et Climat, en août.

Plan d'action et perspectives du GT Biodiversité et SfN sur la période 2022-2024

(cf. Orientations du Plan d'Action 2022-2024 en pièce-jointe)

Il y a un besoin de plus de transversalité entre les GT (liens Climat et Biodiversité par exemple) et création d'un groupe officiel pour l'eau et le développement rural, mais aussi une volonté de s'adresser davantage aux collectivités territoriales, au delà des instances étatiques (Ministères, etc.) auxquelles il s'adresse déjà.

S'investir davantage à l'échelon européen est aussi une préoccupation du prochain plan d'action (PAC, stratégie Farm to Fork, Stratégie Biodiversité, DCE, politiques de coopération et de développement, etc. beaucoup de questions seront abordées dans l'agenda européen dans les trois prochaines années.

Des événements majeurs vont avoir lieu dans la période. Dès 2022, les COP Climat et Biodiversité, cette dernière ayant encore été repoussée. Puis en 2023, la conférence onusienne sur l'eau et le développement durable, la première depuis 1977, et dont les contours sont encore flous et qui ne donnera pas lieu à une conclusion politique négociée. En 2024, l'événement principal sera le forum Mondial de l'eau en Indonésie.

En ce qui concerne directement le GT Biodiversité, la plateforme WEFrance devrait héberger les exemples de SFN-eau proposés par nos membres, plutôt que de continuer à alimenter le site Nature4Water, qui n'est pas connu et très peu visité. Cela permettrait aussi de s'éloigner de la vision selon laquelle il y a de l'eau pour la nature et de l'eau pour les usages humains. Des discussions conceptuelles sont aussi à avoir dans les mois à venir.

Une orientation qui a été retenue lors des précédentes réunions, est l'ambition de développer un plaidoyer sur les modes de financements des SfN et de la biodiversité, qui reste à préciser. L'approche de la Source à la Mer, qui prend énormément d'ampleur comme nous avons pu le constater à Dakar, est à renforcer. Nous voulons nous rapprocher de la plateforme Océans afin de casser les silos "eau douce" et "océans", qui ne reflètent pas la réalité des interactions fleuves-océans.

Marie-Cécile Grisard : Existe-t-il déjà un collège collectivités locales ? Par ailleurs, comment envisagez-vous le plaidoyer européen, en lobbying des institutions européennes ou l'intégration à des grands réseaux de représentants du secteur de l'eau du niveau européen ?

Marie-Hélène Aubert : Les collectivités ont déjà leur collège au PFE, mais il faut le développer. Il nous faudra cibler des réseaux d'élus, comme le CGLU, ICLEI, Cités Unies France,...

Candidature au CA de Ronan Dantec qui co-préside Climate Chance, donc il y a déjà des connexions en cours. Le CEPRI, qui a un gros réseau de collectivités, va s'impliquer prochainement dans le PFE après leur restructuration.

Côté européen, nous envisageons de prendre contact avec des parlementaires européens engagés, comme Catherine Chabaud et nous souhaitons avoir un contact à la représentation permanente française à Bruxelles qui sera une source d'information énorme dans les domaines européens qui nous intéressent.

Hélène Loiseau (OFB) nous avait déjà fait une représentation des instances européennes de la biodiversité, donc même parmi nos membres nous pourrions mobiliser ce réseau. Il faut rentrer dans les discussions assez tôt, en amont, pour influencer les textes avant qu'ils ne passent devant la Commission.

Patrick Laigneau : sur la valorisation à l'international de l'expertise française, est-ce qu'on pourrait envisager d'ajouter dans les orientations une mention sur la favorisation des échanges entre acteurs français et internationaux, le partage des connaissances et des idées ?

Marie-Hélène Aubert : Dans la pratique, nous voyons que c'est comme ça que ça se passe, avec des échanges de bonnes pratiques qui sont intéressantes pour les deux partis. En ce qui concerne ces échanges à l'international, que pense le groupe de l'idée de développer ces échanges en se focalisant davantage sur des aires géographiques précises plutôt que de papillonner de forums en événements sans avoir de focus particulier. Je pense notamment à la francophonie. Est-ce qu'il y a des ensembles de pays où par exemple la question des SfN est particulièrement intéressante et en mutation ?

Vincent Castagnet : En agroécologie la protection des ressources en eau est primordiale. Sur les zones géographiques, je pense en particulier à l'Afrique, afin d'agir là où on sera les plus efficaces et où l'action est la plus urgente.

Marie-Cécile Grisard : Nous nous posons les mêmes questions à l'IAGF en ce moment. Nous souhaitons garder une vision globale des enjeux, mais dans notre démarche programme, nous nous posons la question de lier une thématique à une région donnée.

Bernard Vincent : La francophonie a bien fonctionné ces dernières années notamment dû à l'organisation du FME au Sénégal, pays francophone. Nous avons aussi lié pour la première fois qualité des eaux et qualité des sols, cependant je ne sais pas si la déclaration finale le reflète. Tous les efforts faits sur les SfN n'apparaissent pas non plus dans cette déclaration. La francophonie ou la francophilie est un excellent moyen de faire passer des messages sur nos sujets.

Marie-Hélène Aubert : La dimension francophone du FME à Dakar a participé au dynamisme des échanges, même si toutes les sessions étaient traduites en anglais également. L'organisation de la Francophonie n'était pas assez présente à Dakar, donc les liens devraient être renforcés.

Olivier Gilard : Les instances où nous pouvons être présents sont tellement nombreuses qu'il faut choisir. Les instances francophones peuvent être une bonne caisse de résonance. Sur l'eau pour l'environnement/eau pour autre chose, c'est la notion de débit réservé pour les cours d'eau, on voit la nécessité d'identifier les différents usagers et d'en partager les usages. Je n'ai pas la même réserve que Marie-Hélène sur ce sujet, mais nous pourrions en discuter lors d'une session dédiée.

L'union professionnelle du génie écologique, avec des acteurs qui font sur le terrain un certain nombre d'actions, est une organisation avec laquelle nous pourrions nouer un dialogue sur les réalités opérationnelles.

Marie-Hélène Aubert : Il y a aussi la question du lien avec le monde scientifique et de la recherche, sans pour autant créer un comité scientifique propre au PFE. Nous avons déjà des liens avec l'INRAE et le CNRS.

Joana Guerrin : C'est utile d'inviter les scientifiques dans certains comités, ou par exemple de participer à une réponse d'appel à projet de OneWater, les pré propositions sont dues en juin et les

propositions finales en décembre. Il serait intéressant d'associer une structure comme le PFE à certains consortiums hybrides qui intègrent des institutions non-scientifiques, notamment ceux sur la gouvernance.

Les défis dans lesquels le PFE pourrait s'intégrer sont les suivants :

Défi 1 - Anticiper l'évolution de la ressource en eau pour permettre l'adaptation des territoires à leurs singularités.

Défi 2 - Développer une « empreinte eau » des processus environnementaux et des activités humaines, en considérant non seulement les transferts d'eau mais aussi sa qualité.

Défi 3 - Utiliser l'eau comme sentinelle de la santé de l'environnement et des sociétés humaines le long du continuum terre-mer.

Défi 4 - Proposer des solutions pour promouvoir l'adaptabilité et la résilience des socio-hydro systèmes face au changement global, et favoriser des approches et des usages plus raisonnés et intégrés.

Défi 5 transverse - Accompagner la transition socio-écologique vers une nouvelle gouvernance des ressources, pour une société durable et résiliente.

Défi 6 transverse - Partager, rendre accessible et compréhensible par tous et toutes les données sur l'eau pour la connaissance et l'action.

Plus d'informations sur OneWater [ici](#).

Par ailleurs, Agathe Euzen et Dominique Darmendrail se présentent en binôme en tant que candidats au CA du PFE.

Patrick Laigneau : Nous avons parlé lors du séminaire de l'importance des sciences sociales, des imaginaires et des changements de paradigme, qu'il faudrait garder à l'esprit.

Divers

Sur la création du GT Développement rural :

Bernard Vincent : Ce sujet a toujours été abordé par le PFE, mais sans fonds propres, ce qui posait problème. L'agriculture est un tel poids en consommation d'eau, avec énormément d'évolution (agroécologie, prise de conscience du grand cycle de l'eau, etc.) et de marges de progrès, que le sujet ne peut pas être ignoré par le PFE ni être en silos, avec uniquement des experts de l'agriculture. Il manque au PFE des représentants de la profession agricole, et il faut les intégrer pour montrer à la fois les mauvais et les bons exemples. Sur le sujet du chargé de mission, je ne suis pas convaincu de la nécessité d'un temps plein. On peut réfléchir à une organisation au sein du PFE afin de répartir ce sujet sur les autres GT, mais il est primordial que ce groupe ait une existence propre et formelle au sein du PFE.

Marie-Hélène Aubert : Cela implique pour le PFE d'ajuster ses modes d'action, en particulier face à la crise qui s'annonce. Tout ce qui peut faire connaître et développer les actions en faveur du territoire et de la transition.

Sur le rapprochement vers les Outre-mer :

Peut-être se rapprocher du sous-groupe Outre-mer, car il y a beaucoup de choses à faire dans le domaine de la biodiversité et de l'eau dans ces territoires.

Marius Tisé : L'OIEau et l'AFD avaient un projet Caribsan de filtres plantés avec les Offices de l'eau de Martinique, Sainte Lucie et Dominique.

Prochaine réunion : Peut-être début juillet ou début septembre, après l'AG du 10 juin. Un sondage doodle [est disponible ici](#).

N'hésitez pas à transmettre au groupe vos commentaires sur le plan d'action, vos idées pour le compléter et le préciser, et vos éventuelles candidatures pour le rôle de président.e ou coprésident.e du GT Biodiversité !